



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

société ARMABESSAIRE et Compagnie

12 rue Jean COCTEAU
77340 Pontault-Combault

Références : E/24-2334
Code AIOT : 0006502284

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réactive réalisée le 22 octobre 2024 dans l'établissement société ARMABESSAIRE et Compagnie implanté 9-12 rue Jean Cocteau 77340 Pontault-Combault. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée à la suite d'un incident survenu sur le four à fusion de déchets d'aluminium, constaté le 16 octobre 2024 par un inspecteur des installations classées qui réalisait au même moment une inspection d'un établissement voisin.

Cet inspecteur avait constaté à cette occasion un dégagement anormal et important de fumées noires épaisses du bâtiment du four de fusion d'aluminium de la société ARMABESSAIRE et Compagnie. Ces fumées provenaient du four de fusion des déchets d'aluminium, dont la combustion ou la fusion semblait hors de contrôle ; des flammes sortaient du four de fusion, pourtant fermé.

L'exploitant a expliqué qu'une erreur de manipulation dans le remplissage du four était à l'origine de l'incident. Un opérateur, nouveau sur le poste, aurait rempli le four avec le godet de la chargeuse sans tri préalable des déchets d'aluminium. L'exploitant utilise habituellement un bac pour stocker les déchets sélectionnés et les transférer vers le four, et non le godet de la chargeuse.

En outre, l'exploitant a expliqué que le four n'avait pas été utilisé depuis plusieurs mois, suite à une pause estivale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- société ARMABESSAIRE et Compagnie
- 9-12 rue Jean Cocteau 77340 Pontault-Combault
- Code AIOT : 0006502284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARMABESSAIRE et Compagnie exploite une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation pour les activités de stockage et de récupération de ferrailles, de broyage et de concassage de produits minéraux, de fonderie de métaux et alliages et de transit de déchets industriels.

Les activités de la société ARMABESSAIRE et Compagnie sont réglementées par :

- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010,
- l'arrêté préfectoral n° 2014/DRIEE/UT77/052 du 09 novembre 2015 imposant des prescriptions complémentaires pour son installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité aux dossiers	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 1.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.5.3.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Programme de surveillance pérenne	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.4.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.4.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 5.1.3	Sans objet
6	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.5.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 22 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la quantité de stockage des résidus de broyage en attente de tri au 9 rue Jean Cocteau n'était pas respectée et la réserve d'eau incendie était indisponible.

Par ailleurs, il a été constaté les non-conformités suivantes :

- la réserve d'eau incendie est insuffisante et l'état des abords de la réserve incendie au 12 rue Jean Cocteau n'était pas satisfaisant lié à un mauvais entretien,

- la hauteur de stockage de déchets n'était pas respectée ainsi que l'éloignement de certaines zones vis-à-vis de la clôture périphérique du site,
- le plan des réseaux de collecte des effluents de l'installation non mis à jour,
- les conditions de l'arrêté préfectoral pour suspendre le programme de surveillance pérenne des paramètres RSDE ne sont pas remplies. L'inspection est dans l'attente des dernières analyses dont la fréquence est variable selon les paramètres (mensuelle, trimestrielle ou annuelle). Les résultats des analyses doivent être saisis sur le site GIDAF
- l'absence des derniers résultats de la surveillance des rejets atmosphériques du four et du justificatif de l'efficacité des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement des fumées du four.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux dossiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, chapitre 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Portée de l'autorisation et conditions générales
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : 1) Sur le site du 12 rue Jean Cocteau, l'inspection des installations classées a constaté un entreposage important de moteurs accolés à la limite séparative. Or le rapport de modélisation des flux thermiques et de surpression du dossier de demande d'autorisation environnementale du 18 décembre 2008 préconise une distance d'éloignement des stockages vis-à-vis des limites de propriété de 6 mètres afin d'éviter toute propagation de feu à l'extérieur du site. 2) Sur le site du 9 rue Jean-Cocteau, l'inspection des installations classées a constaté un dépôt d'environ 3 200 m ³ de résidus de broyage en attente de traitement par le nouveau trommel. L'emplacement et les dimensions de ces dépôts ne correspondent pas au plan d'ensemble de circulation et des stockages de mai 2018 en vigueur. Par ailleurs, ce dépôt excède de près de 1 000 m ³ la quantité maximale de résidus de broyage pris en compte dans le dossier de porter à connaissance du 21 mai 2018 portant en particulier sur la mise à jour de l'étude de dangers qui déjà, avait conclu au risque de propagation des flux thermiques radiatifs de 3, 5 et 8 kW/m ² en dehors des limites du site en cas d'incendie de ces stocks de résidus de broyage de déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de mettre à jour l'étude de dangers du site pour définir en particulier les distances limites des stockages de déchets par rapport aux limites séparatives des sites des 9 et 12 rue Jean Cocteau. L'exploitant est tenu de respecter les zones de stockage des résidus de broyages de déchets prévues par le plan d'ensemble de circulation et des stockages de mai 2018.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription,
Proposition de délais : 2 mois pour la mise à jour de l'étude de dangers, 1 mois pour le respect des zones de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs où tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), - les secteurs collectés, les réseaux associés et le sens d'écoulement des effluents, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). [...]
Constats : Suite à l'envoi d'un porter-à-connaissance le 08 mars 2021, l'exploitant a avisé l'inspection des installations classées de la mise en place d'une station de dépollution. Lors de l'inspection du 04 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que le nombre de points de rejet a été réduit à un seul point situé au 12 rue Jean Cocteau. A la suite de l'inspection du 4 octobre 2022, l'exploitant n'a pas transmis de plans des réseaux actualisés : <ul style="list-style-type: none"> • localisation de la station de dépollution, • modification du nombre de déboureur-déshuileurs, • modification et localisation du point de rejet, • localisation des fosses septiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan des réseaux de collecte des effluents mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : [...] Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'état de la dalle en béton était détérioré à plusieurs endroits du site. L'exploitant a indiqué avoir établi un programme de réfection de la dalle échelonné sur trois ans, portant sur une surface de 2 100 m ² : <ul style="list-style-type: none">• la réfection de 900 m² a déjà été réalisée,• la fin des travaux est prévue pour 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : [...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture du 12 rue Jean Cocteau est constituée d'une clôture extérieure en plaques de béton et d'une clôture intérieure en bardage métallique et plaques béton, d'une hauteur de 2,5 mètres. [...]
Constats : L'inspection a constaté qu'une partie de la clôture périphérique du 12 rue Jean Cocteau mitoyenne est en bois et non en plaques de béton.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant justifie des travaux de mise en conformité de la clôture périphérique du site. Ou, le cas échéant l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance pour modifier l'article 7.2.1 de l'arrêté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.5.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose à minima, pour la défense intérieure contre l'incendie de l'établissement : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le 12 rue Jean Coteau, d'une réserve d'eau aérienne de 300 m³ reliée à un poteau d'aspiration de diamètre 100 mm normalisé ; - pour le 9 rue Jean Cocteau, d'une réserve d'eau aérienne complémentaire conforme à la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> • avoir une capacité minimale réellement utilisable de 120 m³ en toutes circonstances, • être accessible en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers, • présenter une hauteur géométrique d'aspiration qui dans les conditions les plus défavorables soit inférieure à 6 mètres • disposer d'une plate-forme d'aspiration conforme de 32 m³ (8m x 4m). <p>[...]</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie de l'établissement, évaluée à 120 m³/h en simultané pendant 2 heures, est fournie de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 60 m³/h fournis par une réserve de 120 m³ munie d'une plate-forme d'aspiration conforme sise au 9 rue Jean Cocteau, - 60 m³/h fournis par une réserve de 300 m³ alimentant un poteau d'aspiration sise au 12 rue Jean Cocteau. <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente des dispositifs internes de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la capacité de la réserve d'eau située au 12 rue Jean Cocteau ne dispose pas de l'intégralité du volume de 300 m³ prévu par l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'inspection a également constaté la présence de ronces le long de cette même bâche incendie et du mauvais entretien de ses abords.</p> <p>L'exploitant justifie que la réserve incendie du 12 rue Jean Cocteau est percée sur le dessus et ne peut être remplie totalement.</p> <p>L'exploitant estime le volume d'eau actuellement disponible à environ 240 m³.</p> <p>L'exploitant a déclaré que la réserve d'eau du 9 rue Jean Cocteau est vide suite à la perforation de la bâche lors de l'entretien paysager.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer d'une réserve en eau de 300 m³ pour le 12 rue Jean Cocteau et de 120 m³ pour le 9 rue Jean Cocteau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours
Prescription contrôlée : [...] Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">• les modes opératoires ;• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;• les instructions de maintenance et de nettoyage ; [...]
Constats : A la suite de l'incident au niveau du four de fusion, l'exploitant a réalisé la note de service n° 428 concernant le chargement du four et l'a transmise à l'inspection des installations classées. La note est affichée en permanence au niveau du bâtiment des opérations de fusion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Programme de surveillance pérenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.4.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet de substances dangereuses dans le milieu aquatique
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée: L'exploitant poursuit au plus tard à compter du 1er janvier 2012 le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par l'activité industrielle de l'établissement dans les conditions suivantes (points de rejets n° 2 et n° 2 bis visés à l'article 4.3.3) : <ul style="list-style-type: none">- substances concernées: substances visées à l'annexe 1 du présent arrêté, dont l'exploitant a retenu la surveillance sur la base du rapport de synthèse établi à l'issue de la surveillance initiale en référence aux articles 9.4.3.2 et 9.4.3.3 du présent arrêté ;- périodicité : 1 mesure par trimestre ;- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation. Au cours de cette surveillance pérenne, l'analyse au rejet de certaines substances pourra être abandonnée, après accord de l'inspection, si au moins l'une des quatre conditions suivantes est vérifiée (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont toutes les deux respectés) : <ol style="list-style-type: none">1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;2. Toutes les concentrations mesurées sur 6 analyses consécutives pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie à l'annexe 1 du présent arrêté ;3 3.1 Toutes les concentrations mesurées sur 6 analyses consécutives pour la substance sont inférieures à 10*NQEp (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ; ET 3.2 Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent) ;4. L'exploitant apporte la preuve formelle que la substance concernée n'est plus utilisée, stockée ou produite, sous quelque forme que ce soit, dans son établissement.

Constats :
<p>Suite à l'inspection du 04 octobre 2022, la société ARMABESSAIRE et Compagnie a par courrier du 13 mars 2023 indiqué avoir stoppé la campagne RSDE suite à un mail de l'inspection des installations classées du 30 octobre 2020.</p> <p>Or, l'inspection a indiqué à la société ARMABESSAIRE et Compagnie par ce mail que l'arrêt de la surveillance pouvait être envisagé pour le site au 9 rue Jean Cocteau, car les eaux de ce site rejoignent dorénavant la station de dépollution du site au 12 rue Jean Cocteau.</p> <p>En aucun cas, il n'était question d'arrêter la campagne RSDE pour les rejets du 12 rue Jean Cocteau.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit reprendre le suivi des paramètres RSDE des rejets du site du 12 rue Jean Cocteau, selon le programme défini dans le courrier de la DRIEAT daté du 29 novembre 2019 et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet de substances dangereuses dans le milieu aquatique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des mesures du mois N réalisées au titre de la surveillance des rejets aqueux devront être saisis et transmis à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1 sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les télédéclarations des résultats de la surveillance des rejets aqueux ne sont pas renseignés sur le site GIDAF.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit renseigner les résultats de la surveillance des rejets aqueux sur le site GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Auto surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; les valeurs limites d'émissions. En particulier :

N° 10 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que la hauteur de stockage des métaux était supérieure à 6 mètres. Cette situation a été constatée au cours de l'inspection du 04 octobre 2022 et signifiée dans la lettre de suite du 21 février 2023. Dans son courrier de réponse du 20 mars 2023, l'exploitant justifie une hauteur maximale de stockage de 12 mètres par la disposition de l'article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010. Au regard de la nouvelle nomenclature des ICPE concernant la rubrique n° 2713-1, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 sont applicables à l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit régulariser la hauteur de stockage des métaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

- pour le four de fusion d'aluminium, une mesure du débit rejeté et de la concentration dans les effluents atmosphériques des polluants visés à l'article 3.2.4 du présent arrêté est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement du four de fusion,
[...]

Constats :

Le dernier contrôle des rejets atmosphériques du four a été réalisé le 22 mai 2023.

Le rapport n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées.

Le prochain contrôle est programmé pour le 13 et 14 janvier 2025.

L'incident du 16 octobre susvisé a mis en évidence une déficience des systèmes de captation, aspiration et traitement des fumées du four.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les derniers résultats de la surveillance des rejets atmosphériques du four à l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit justifier de l'efficacité des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement des fumées du four.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois